



Veille juridique

Travail – Emploi – Formation professionnelle - Économie

Semaine du 25 avril au 1^{er} mai 2025

Textes publiés au JO

Circulaires

Jurisprudence

*Cette veille est constituée sur la base
d'une sélection*

des textes officiels publiés sur :

- *Journal Officiel (JORF)*
- *Légifrance*
- *l'onglet "Instructions et BO"
de Tessadoc*

*des jurisprudences signalées par les
sources :*

- *Dalloz*
- *Lamyline*
- *Elnet*
- *AEF*
- *LSQ (Liaisons Sociales
Quotidien)*

CONVENTIONS COLLECTIVES (ARRETES ET AVIS)

Retrouvez la rubrique dédiée sur Paco

l'intranet des ministères sociaux

**Retrouvez les accords interprofessionnels et
de branche sur BDCC@WEB**

*Cette veille juridique et jurisprudentielle est réalisée dans le cadre du Réseau Documentation-Archives des
ministères sociaux par le CRDM.*

Textes publiés au JO

[Travail – Emploi – Économie](#)

[Formation professionnelle - Apprentissage](#)

[Santé et Sécurité au travail](#)

[Enquêtes et Statistiques](#)

[Administration - Fonction publique](#)

Travail – Emploi – Économie

Référentiel professionnel	Arrêté du 20 avril 2026 portant homologation du référentiel professionnel élaboré par la branche des cabinets dentaires dans le cadre de la mise en œuvre du compte professionnel de prévention Arrêté du 20 avril 2026 portant homologation du référentiel professionnel élaboré par la branche du commerce à distance et du e-commerce dans le cadre de la mise en œuvre du compte professionnel de prévention Arrêté du 20 avril 2026 portant homologation du référentiel professionnel élaboré par la branche des charcutiers traiteurs dans le cadre de la mise en œuvre du compte professionnel de prévention Arrêté du 20 avril 2026 portant homologation du référentiel professionnel élaboré par la branche SDLM de maintenance, distribution et location de matériels agricoles, travaux publics, bâtiment, manutention, motoculture, plaisance et activités connexes dans le cadre de la mise en œuvre du compte professionnel de prévention
IAE	Arrêté du 13 avril 2026 fixant les montants des aides financières susceptibles d'être attribuées aux entreprises adaptées et aux entreprises adaptées de travail temporaire Arrêté du 13 avril 2026 fixant les montants des aides financières aux structures de l'insertion par l'activité économique aux dispositifs d'insertion implantés en milieu pénitentiaire et à Mayotte
Ministre du travail et des solidarités	Arrêté du 24 avril 2026 portant délégation de signature au cabinet du ministre du travail et des solidarités
Europe sociale / Demandeur d'emploi	Décret n° 2026-308 du 24 avril 2026 relatif à l'inscription des ressortissants étrangers sur la liste des demandeurs d'emploi et à la carte bleue européenne
Lanceurs d'alerte	Décret n° 2026-311 du 24 avril 2026 portant modification du décret n° 2022-1284 du 3 octobre 2022 relatif aux procédures de recueil et de traitement des signalements émis par les lanceurs d'alerte

Formation professionnelle - Apprentissage

RAS

Santé et Sécurité au travail

Santé au travail	Décret n° 2026-320 du 28 avril 2026 relatif à la transmission d'informations du service du contrôle médical aux services de prévention et de santé au travail prévue à l'article L. 315-4 du code de la sécurité sociale Décret n° 2026-321 du 28 avril 2026 relatif à la transmission d'informations des services de prévention et de santé au travail au service du contrôle médical prévue à l'article L. 4622-2-1 du code du travail et à l'article L. 315-4 du code de la sécurité sociale
------------------	---

Enquêtes – Statistiques

	RAS
--	-----

Administration – Fonction Publique

Organisation administrative

Fonction publique / Avancement	Arrêté du 20 avril 2026 fixant la liste des pièces justificatives permettant au fonctionnaire exerçant une activité professionnelle en position de disponibilité de conserver ses droits à l'avancement dans la fonction publique
--------------------------------	---

Budget de l'Etat – Finances

BOP 138, 220, 348, 354	Arrêté du 27 avril 2026 portant ouverture de crédits d'attributions de produits
BOP 138, 354, 723	Arrêté du 27 avril 2026 portant ouverture de crédits de fonds de concours

Concours- Examens

INSP / Concours	Arrêté du 24 avril 2026 modifiant l'arrêté du 28 mars 2019 fixant les règles d'organisation générale, la nature, la durée, le programme des épreuves et la discipline des concours d'entrée aux instituts du service public
-----------------	---

Nominations

Commission professionnelle consultative	Arrêté du 22 avril 2026 portant nomination à la commission professionnelle consultative « Services aux entreprises » - M. Pierre PILLEBOUT / Mme Marie-Line CORBIN
France Travail	Arrêté du 23 mars 2026 portant nomination au conseil d'administration de France Travail (plusieurs nominations)
DDETS Seine-Maritime	Arrêté du 27 avril 2026 portant nomination (directions départementales interministérielles) - Mme Christine ROUSSELIN
France compétences	Arrêté du 22 avril 2026 portant nomination à la commission de France compétences en charge de la certification professionnelle

Administrateur de l'Etat	Arrêté du 22 avril 2026 portant nomination des membres du comité de présélection ministériel pour la sélection de la liste d'aptitude d'accès au corps des administrateurs de l'Etat au titre de l'année 2026 Arrêté du 10 avril 2026 portant nomination des membres du comité de présélection ministériel pour la sélection de la liste d'aptitude d'accès au corps des administrateurs de l'Etat par la voie dite du « tour extérieur » au titre de l'année 2026
--------------------------	--

Circulaires

Budget	Circulaire NOR CPPB2610474C du 27 avril 2026 - Préparation des volets "Performance" des projets annuels de performance (PAP) du projet de loi de finances pour 2027
--------	--

Jurisprudence

[Relations individuelles du travail](#)

[Contrat de travail](#)

[Relations collectives du travail](#)

[Durée du travail](#)

[Santé et sécurité au travail](#)

[Discrimination](#)

[Entreprise en difficulté/Économie](#)

[Administration/fonction publique](#)

Relations individuelles du travail	
Licenciement pour faute grave / Respect du règlement intérieur	Pour être licite, le licenciement pour faute grave doit être fondé sur un contrôle d'alcoolémie qui respecte les modalités du règlement intérieur. Cass. soc., 18 mars 2026, n° 24-17.302 Elnet, 30 avril 2026
Avantage de retraite / Financement par l'employeur	Le maintien de conditions tarifaires préférentielles par un assureur au profit d'anciens salariés devenus retraités ne constitue pas un avantage de retraite en l'absence d'engagement et de financement de l'employeur. Telle est la précision apportée par la Cour de cassation dans un arrêt du 15 avril. Cass. soc., 15 avr. 2026, no24-22.028 F-B LSQ, 30 avril 2026
Prestation indue / Protection sociale	Pour l'application de l'article L. 332-1 du code de la sécurité sociale à l'action en recouvrement des prestations indûment payées exercée par une caisse, ne

	caractérise pas une fraude le seul fait pour un assuré d'avoir exercé, sans autorisation médicale, une activité ayant donné lieu à rémunération pendant l'arrêt de travail. Civ. 2e, 19 mars 2026, F-B, n° 23-18.843 Dalloz, 29 avril 2026
Calcul de l'ancienneté	Maintien de salaire légal: le calcul de l'ancienneté requise doit inclure les précédentes périodes de suspension du contrat Les articles L. 1226-1 et D. 1226-8 du Code du travail ne comportent, pour le calcul de l'ancienneté, aucune restriction en cas de suspension d'exécution du contrat de travail. Cass. soc., 25 mars 2026, no 24-22.717 FS-B LSQ – jurisprudence Hebdo, 28 avril 2026
Liberté d'expression du salarié	Les critères permettant de déterminer s'il y a eu ou non atteinte à la liberté d'expression du salarié ont été redéfinis en 2026. Lorsque le salarié soutient qu'une sanction porte atteinte à sa liberté d'expression, le juge met en balance ce droit avec celui de l'employeur à la protection de ses intérêts. Dans deux arrêts de janvier 2026, l'un sur le licenciement d'un salarié ayant envoyé des mails insultants et dénigrants envers sa hiérarchie et l'autre sur le licenciement d'un salarié ayant critiqué les méthodes de business de son employeur, la Cour de cassation applique sa nouvelle méthode. Cass. soc., 14 janvier 2026, n° 24-18.877 Cass. soc., 28 janvier 2026, n° 24-21.881 AEF, 27 avril 2026
Contrat de travail	
	RAS
Relations collectives du travail	
Diffusion d'avis du CSE / Trouble illicite	La diffusion sur un site syndical d'un avis du CSE comportant des informations confidentielles constitue un trouble manifestement illicite. La cour d'appel ayant caractérisé le caractère confidentiel des informations litigieuses, de nature à justifier l'interdiction de leur divulgation au regard des intérêts légitimes de l'entreprise dans un cadre concurrentiel, en a exactement déduit l'existence d'un trouble manifestement illicite. Cass. soc., 1er avr. 2026, no 24-19.613 F-D LSQ – jurisprudence Hebdo, 28 avril 2026
Durée du travail	
	RAS
Santé et sécurité au travail	
Absence pour maladie / Droit à la déconnexion	En l'absence de contrainte exercée sur le salarié, l'employeur ne peut se voir reprocher un manquement au droit à la déconnexion durant un arrêt de travail La cour d'appel qui a constaté qu'aucun élément ne venait démontrer une obligation du salarié de traiter immédiatement les courriels reçus, dès lors qu'ils constituaient pour la plupart des notifications automatiques, le salarié ayant fait le choix de répondre en se connectant spontanément à son poste informatique professionnel pour ce faire et en réalisant des actions ponctuelles, a pu en déduire l'absence de manquement de l'employeur au droit à la déconnexion. Cass. soc., 25 mars 2026, no 24-21.098 FS-D LSQ – jurisprudence Hebdo, 28 avril 2026
Arrêt maladie / Entretien d'embauche	La Cour de cassation rappelle dans un arrêt du 19 mars 2026 qu'en cas d'arrêt maladie, le versement d'indemnités journalières de la sécurité sociale est subordonné à l'obligation pour l'assuré de s'abstenir de toute activité non expressément autorisée. La CPAM peut dès lors demander à un assuré la restitution

	des indemnités journalières qu'il a perçues alors qu'il s'est rendu à un entretien d'embauche qui n'a pas été expressément et préalablement autorisé par le médecin traitant ayant prescrit l'arrêt de travail. Cass. 2e civ. 19 mars 2026 no23-22.531 (non disponible ce jour) AEF, 28 avril 2026
Discrimination	
	RAS
Entreprise en difficulté / Économie	
Entreprise individuelle / Insaisissabilité de résidence principale	Une créance d'impôt sur le revenu n'est pas une créance née de l'activité professionnelle de l'entrepreneur individuel et il peut donc être colloqué au titre de la distribution du prix de vente de la résidence principale. Cass. com., 15 avr. 2026, n° 25-12.439 (non disponible ce jour) Elnet, 30 avril 2026
PSE / Salarié mis à disposition	Mise en place d'un PSE : prise en compte des salariés mis à disposition. Les salariés mis à disposition sont pris en compte pour le calcul du seuil d'un PSE. Cass. soc., 18 mars 2026, n° 22-10.903, n° 278 B Elnet, 27 avril 2026
Administration / Fonction publique	
	RAS

[Retour sommaire](#)



Cette veille juridique est réalisée dans le cadre du Réseau Documentation-Archives des ministères sociaux.
Contributeur : **CRDM** (Joël Michineau)

En complément : Consultez le portail documentaire



✓ la [Veille juridique santé](#)